

Pour le retrait du plan de PSA et pour empêcher tout licenciement : grève générale de toute l'industrie automobile !

LE PROFIT CONTRE LES TRAVAILLEURS DE L'AUTOMOBILE

À travers toute l'Europe, en conséquence de la crise mondiale du capitalisme, les groupes de l'automobile ferment des sites de production, licencient, augmentent les cadences et diminuent les salaires de ceux qui restent exploités. Opel annonce 20 jours de chômage partiel en Allemagne tandis que son usine de Bochum est menacée de fermeture. Renault, après plusieurs semaines de chômage partiel au printemps, prévoit à nouveau 19 jours supplémentaires à Douai. Fin 2011, Fiat a supprimé toutes les conventions collectives. En juillet, Sevelnord (filiale de PSA) a imposé l'allongement de la durée du travail et la baisse des salaires (avec la caution de FO, de la CGC et du SIA). En juin 2012, PSA a dévoilé son plan de 3 400 suppressions d'emplois directs et 10 000 en comptant les sous-traitants, dans le cadre d'une « restructuration » prévoyant la suppression de 8 200 emplois en France (3 300 postes avec la fermeture de l'usine d'Aulnay en Seine Saint Denis, suppression de 1 400 postes à l'usine La Janais à Rennes en Ille et Vilaine...).

Alors que les besoins des être humains sont loin d'être satisfaits, pour les capitalistes il y a périodiquement, à chaque crise, trop de marchandises, trop d'équipements et trop de travailleurs. Si la concurrence la plus féroce a toujours régné entre les grands groupes automobiles, en temps de crise, elle implique dans tous les pays une course effrénée à la réduction des coûts, à l'augmentation de la productivité, c'est-à-dire en clair à produire plus de voitures avec moins de travailleurs, pour tenter de maintenir leur taux de profit.

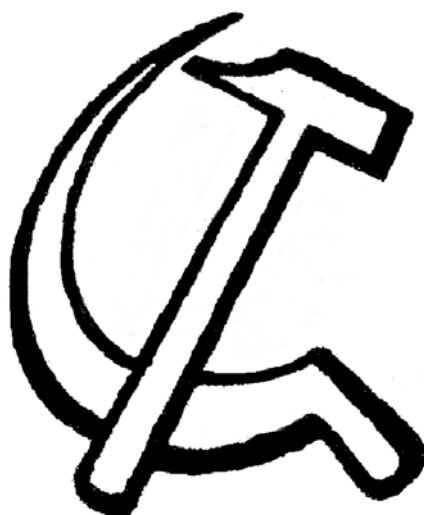
LE GOUVERNEMENT OCTROIE DES SUBVENTIONS AUX CAPITALISTES ET AUTORISE LES LICENCIEMENTS DES OUVRIERS

Partout, les dirigeants des groupes capitalistes de l'automobile ont le soutien des gouvernements qui défendent chacun leur « intérêt national », en fait leurs patrons contre les ouvriers. Cela vaut pour les sociaux-démocrates. Le 14 juillet, Hollande déclarait encore que la fermeture d'Aulnay était inacceptable. Comme Jospin, ses ministres Buffet et Mélenchon et son gouvernement PS-PCF-Verts-PRG-MDC l'avaient fait en 1997 pour Renault Vilvorde, Hollande a cédé en septembre 2012 aux exigences des capitalistes français.

Le gouvernement PS-PRG-EELV laisse aux patrons de l'automobile les cadeaux de Sarkozy pris sur l'argent public : « prime à la casse » (1,2 milliard d'euros), « bonus-malus écologique » (1 milliard), « fonds de modernisation des équipementiers » (600 millions), « prêts bonifiés » à PSA et Renault (3 milliards), etc. Hollande, Ayrault et Montebourg ont commandé un « rapport » et ont annoncé le 25 juillet un nouveau « bonus » (490 millions d'euros en 2013) et des aides supplémentaires directes (175 millions).

Aux travailleurs, tout ce que Montebourg a promis le 13 septembre, c'est de « limiter » les suppressions d'emplois ; tout ce que Hollande a proposé le 20 septembre, ce sont des « négociations tripartites ».

Aux travailleurs, tout ce que Montebourg a promis le 13 septembre, c'est de « limiter » les suppressions d'emplois ; tout ce que Hollande a proposé le 20 septembre, ce sont des « négociations tripartites ».



NON À LA DISCUSSION PAR LES SYNDICATS DU PLAN DE PSA, RETRAIT DU PLAN DE PSA, PAS UN SEUL LICENCIEMENT !

Pour les travailleurs de PSA, de Renault, de Ford, des équipementiers, les revendications sont claires :

- **Aucun licenciement ! Aucune fermeture de site, ni à Aulnay ni ailleurs !**
- **Aucun chômage partiel ! Diminution du temps de travail sans baisse de salaire !**
- **Ouverture par les travailleurs des livres de comptes de PSA, de Renault, de Ford ! Contrôle ouvrier !**

Les dirigeants syndicaux, en se situant dans le cadre de la « négociation tripartite » et de la « défense de l'industrie française » sont conduits à abandonner les revendications. D'une part, ils acceptent tous de « négocier » site par site le plan de PSA. D'autre part, ils divisent les travailleurs site par site, comme si ceux d'Aulnay pouvaient gagner seuls, comme si la fermeture d'Aulnay ne serait pas un coup porté à tous les travailleurs de PSA et ceux de toute la filière.

GRÈVE GÉNÉRALE SUR TOUS LES SITES DE PRODUCTION AUTOMOBILE, GRÈVE GÉNÉRALE JUSQU'À SATISFACTION !

L'acceptation du bien-fondé des licenciements, les diversions des « lettres aux députés », les « journées d'action », les « débrayages », les « actions coups de poing » ne peuvent que mener à la défaite.

Il n'y a qu'un seul moyen de gagner : la grève générale, tous ensemble, en même temps, sur tous les sites de production automobile, pour empêcher tout licenciement, toute baisse des salaires, jusqu'à satisfaction.

Il faut imposer que les organisations syndicales et les partis qui se réclament des travailleurs appellent dans l'unité à la grève générale. Il faut s'organiser pour développer notre propre force, l'unifier : former des comités d'action dans chaque site, les coordonner entre eux, réunir des assemblées générales de tous les ouvriers, dans les sites en grève élire des comités de grève, constituer un comité central national de grève de l'automobile pour diriger la bataille contre les patrons de PSA, de Renault, de Trevest, de Freescale, de Faurecia...

Le pouvoir ne peut rester plus longtemps dans les mains de la minorité capitaliste qui mène la société à la catastrophe. Seuls des gouvernements ouvriers, expropriant les grands groupes automobiles pourront commencer à ordonner la production entre les différents pays, non plus en fonction du profit, mais en fonction des besoins des producteurs et des consommateurs et faire ainsi cesser le chômage, le gaspillage, la concurrence entre les travailleurs. Seuls des gouvernements ouvriers peuvent servir les travailleurs, leurs familles, préparer le dépérissement des frontières et le socialisme mondial.

- **Exigeons des organisations syndicales qu'elles refusent de discuter des plans de licenciement et qu'elles appellent à la grève générale jusqu'à satisfaction !**
- **Organisons des comités d'action dans tous les sites pour préparer la grève, la défendre contre les bandes patronales et les flics !**
- **Élisons en assemblées générales les comités de grève, centralisons-les sous forme d'un comité national de grève !**

Comité communiste internationaliste (trotskyste) www.cci-t.org

Groupe bolchevik [Collectif révolution permanente]

www.revolution-socialiste.info